

# Deux embarrassants cadavres congolais

L'Express, 14 juin 2001

**Les services secrets pourraient être mêlés à l'assassinat en France de ces opposants à Kabila. Une nouvelle affaire d'Etat**

Le 9 mai dernier, la cour d'appel de Grenoble a justifié ainsi son refus de mise en liberté d'un détenu : « Il y a eu lieu de craindre, comme cela s'est déjà vu, que la raison d'Etat ne lui permette de bénéficier d'un vrai-faux passeport. » Un motif ahurissant qui ne concerne pas Alfred Sirven, mais l'une des personnes mêlées à cet incroyable imbroglio franco-congolais, révélé la semaine dernière par *L'Express*. Une affaire d'Etat sur fond d'espionnage, de putsch et de double assassinat.

Tout commence le 29 décembre 2000 à Chasse-sur-Rhône, près de Lyon, par une découverte macabre : deux corps criblés de balles sur le siège arrière d'une Scénic calcinée en bordure de la nationale 7. Les circonstances de ce double meurtre font d'abord penser à une exécution du milieu. Mais, dès qu'ils découvrent,

grâce à l'ADN, l'identité des victimes, les gendarmes comprennent que l'affaire est beaucoup plus sensible. Ce qui explique le mystère qui entoure cette enquête, quasi classée secret défense.

Le premier mort, Aimé Atembina Bongoma, 44 ans, est un ancien capitaine de la garde rapprochée de Mobutu. Ce fils d'un ex-ambassadeur du Zaïre au Vatican bénéficie, depuis la mort de l'ancien dictateur zaïrois, d'un statut de réfugié politique en Belgique. La seconde victime, Philémon Naluhwindja Mukuba, 37 ans, est également une personnalité connue à Kinshasa. Surnommé « Mwami » (le Roi), car son père était le chef des tribus guerrières Maï Maï, dans la région du lac Kivu, Mukuba a surtout présidé la puissante Société minière du Congo. Il est même soupçonné d'avoir empoché 5 millions de dollars dans une vente de minerais à des Japonais, avant de rejoindre son ami Bongoma dans son exil doré en Bel-

gique. Les deux hommes préparaient, semble-t-il, un complot pour destituer Laurent-Désiré Kabila, assassiné peu après, le 16 janvier 2001, à la tête de l'ex-Zaïre, devenu la République démocratique du Congo.

Un projet qui n'avait pas échappé à certains, les conjurés cherchant à se procurer des armes en France. Dès leur arrivée à la gare du TGV de Lyon, le 29 décembre à 19 h 15, ils sont pistés par les tueurs. Qui sont-ils ?

Coup de théâtre. Au mois de mai, trois suspects sont, toujours très discrètement, interpellés par les gendarmes de la section de recherche de Grenoble, à la demande du juge Raymond Pezzati, de Vienne (Isère), qui instruit ce dossier brûlant.

## Proche des services de la DGSE française

Trois suspects qui ne manquent pas non plus de relief. Domenico Cocco, tenancier de bar à Aix-en-Provence, connu pour proxénétisme ; Alain Deverini, décorateur monégasque spécialisé dans l'aménagement de casinos ; et enfin Benoît Chatel, gérant de société à Monaco. Ce dernier possède l'exclusivité de l'exploitation du PMU et de la Loterie nationale au Congo, dont il est d'ailleurs le consul

à Nice et à Monaco. On le dit très proche des services de Kinshasa, mais aussi de la DGSE française...

Selon l'accusation, Bongoma l'aurait contacté dans la préparation du complot anti-Kabila. Mais les discussions auraient tourné au vinaigre. Menacé par ses interlocuteurs, il se serait alors adressé à Cocco pour « tenter d'apaiser le conflit ». « Il s'agissait dans mon esprit de leur faire peur, pas de les tuer », aurait déclaré Chatel, défendu par M<sup>e</sup> Patrick Bérard. Son complice Cocco, plus direct, affirme, lui, avoir touché 200 000 francs en espèces pour recruter des tueurs dans le milieu lyonnais. Le commanditaire de l'affaire étant, selon Chatel, Alain Deverini. Ce décorateur, bien connu sur le Rocher, a par ailleurs été soupçonné d'avoir facilité l'évasion en 1983 de Licio Gelli, grand maître de la loge P 2. Lui aussi s'intéresse, semble-t-il, aux casinos congolais. Défendu par M<sup>e</sup> René Schiléo, il nie farouchement.

Cette affaire est d'autant plus embarrassante pour la France que les services secrets paraissent omniprésents dans ce dossier. Chatel aurait même avoué entretenir depuis longtemps des liens étroits avec la DGSE... Complot au Congo, barbouzes à Bruxelles saignés en Scénic, SAS n'aurait pas mieux fait.